



L'EXPERTISE



LE SENS DU SERVICE



LE DÉVELOPPEMENT
DURABLE



L'AMBITION
INTERNATIONALE



DERICHEBOURG

Rapport financier semestriel
Période du 1^{er} octobre 2016 au 31 mars 2017

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

• Rapport financier semestriel	3
• Bilan consolidé	11
• Compte de résultat consolidé	12
• Etat du résultat global consolidé	14
• Tableau des flux de trésorerie consolidés	15
• Variation des capitaux propres consolidés	16
• Annexe aux états financiers consolidés intermédiaires	17
• Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	51

1. Rapport d'activité

Le conseil d'administration du 22 mai 2017, présidé par Monsieur Daniel DERICHEBOURG, a arrêté les comptes semestriels au 31 mars 2017. Au cours de cette séance, le Président Directeur Général a souligné la pertinence des opérations de croissance externe négociées au cours de l'exercice précédent dans la branche Services à l'Environnement, qui portent leurs fruits avec l'amélioration de la conjoncture constatée sur le semestre écoulé. Il s'est déclaré très satisfait de l'efficacité du maillage territorial ainsi renforcé. Il a également observé la poursuite de la croissance rentable de l'activité Multiservices.

1.1 Evénements marquants

1.1.1 *Amélioration de la conjoncture dans le secteur sidérurgique et des métaux non-ferreux*

Dans la continuité de ce qui avait été observé au cours du second semestre de l'exercice précédent, l'amélioration de la conjoncture s'est poursuivie au 1^{er} semestre de l'exercice en cours, tant dans le secteur sidérurgique européen, que dans celui des métaux non-ferreux. Cette amélioration s'est traduite par une augmentation des besoins des clients, par des hausses de prix des matières commercialisées, et par une progression des volumes traités par le groupe (tant ferrailles que métaux non-ferreux).

La production d'acier a augmenté d'environ 8% par rapport à l'exercice précédent dans les pays dans lesquels le groupe livre ses ferrailles. Cette progression a davantage profité aux aciers issus de la filière électrique, qui consomment le plus de ferrailles qu'à ceux de la filière haut-fourneaux, qui ont connu un renchérissement du prix de leurs intrants sur le semestre écoulé. L'amélioration de la conjoncture dans le secteur du bâtiment en France a notamment tiré les besoins d'aciers longs.

En ce qui concerne les métaux non-ferreux, une forte progression des cours a suivi les élections américaines, pas nécessairement corrélée à l'évolution de la demande physique (cuivre notamment).

1.1.2 *Réalisation de l'acquisition de Bartin Recycling*

Le groupe demeure confiant dans les fondamentaux à long terme de l'acier issu de la filière électrique, qui dispose des avantages suivants : moindre investissement, davantage de souplesse dans la production, moindre impact environnemental.

C'est la raison pour laquelle le groupe a cherché à saisir des opportunités de croissance externe permettant de renforcer sa position de fournisseur des aciéries électriques, en recherchant les opérations présentant des synergies, à des valorisations cohérentes avec le cycle économique prévalant au moment des négociations.

Après la réalisation de l'acquisition de Valério & Cie, 6 chantiers auprès du groupe Galloo, et de SLG Recycling, la société Derichebourg Environnement a procédé le 30 novembre 2016 auprès de Veolia Déconstruction France à l'acquisition de la société Bartin Recycling, une fois les conditions suspensives réalisées. La société a réalisé un chiffre d'affaires de 150 M€ en 2016. Elle emploie environ 300 salariés. Les activités de démantèlement et de déconstruction des matériels en fin de vie (aérien, maritime, ferroviaires, installations industrielles) ne sont pas concernées par cette cession qui porte sur 19 chantiers répartis sur le territoire national. Cette acquisition, en cours d'intégration, permet au groupe de renforcer encore sa présence nationale, au plus près du lieu de production des déchets, et d'améliorer sa présence dans les usines productrices de chutes neuves d'industrie.

1.2 Résultat des différentes activités et situation financière

1.2.1 Les comptes du groupe

<i>(en millions d'euros)</i>	2017 6 mois	2016 6 mois	Variation %
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 340,3	1 010,0	33%
EBITDA courant	92,1	45,3	103%
<i>en % du CA</i>	<i>6,9%</i>	<i>4,5%</i>	
Résultat opérationnel courant	53,0	8,9	492%
<i>en % du CA</i>	<i>4,0%</i>	<i>0,9%</i>	
France - Coûts d'adaptation au nouvel environnement économique		(1,4)	
Belgique - Evolution des litiges environnementaux		1,7	
Dépréciation d'écarts d'acquisition dans les Services environnementaux aux collectivités italiennes et autres	(4,5)		
Badwill provisoire BARTIN Recycling	2,4		
Plus-value cession filiales	2,7		
Autres	(0,9)		
Résultat opérationnel	52,6	9,3	464%
Frais financiers nets	(6,9)	(7,3)	
Gains et pertes de change et autres	(0,7)	(0,3)	
Résultat avant impôt	44,9	1,7	na
Impôts sur les bénéfices	(14,2)	(0,8)	
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et co-entreprises	(0,4)	0,5	
Résultat net	30,3	1,4	na
Résultat après impôts des activités arrêtées ou en cours de cession	(0,2)	(1,3)	
Résultat net de l'ensemble consolidé	30,1	0,2	na
Revenant aux actionnaires de la société	30,3	0,0	
Revenant aux minoritaires	(0,2)	0,1	

Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires du semestre s'élève à 1,34 milliard d'euros, en progression de 33% par rapport à la même période de l'exercice précédent, notamment sous l'effet de la progression de la division Services à l'Environnement.

EBITDA courant

L'EBITDA courant s'élève à 92,1 millions d'euros, soit 6,9% du chiffre d'affaires. Il est en progression de 46,8 M€ (soit 103%) par rapport à celui de l'exercice précédent. Sur douze mois glissants, il s'élève à 168,2 M€.

Résultat opérationnel courant

Après prise en compte de 39,2 M€ de dotation aux amortissements, le résultat opérationnel courant s'élève à 53 M€, soit 4% du chiffre d'affaires, en amélioration de 44,1 M€ par rapport à la même période de l'an passé.

Résultat opérationnel

Après prise en compte d'une plus-value de cession des titres REI pour 2,7 M€, d'un badwill provisoire dégagé à l'occasion de l'acquisition des titres Bartin Recycling, et d'une dépréciation de goodwill notamment lié aux activités de services environnementaux en Italie, pour -4,5 M€, le résultat opérationnel s'élève à 52,6 M€, en amélioration de 43,3 M€ par rapport à l'an passé.

Résultat avant impôt

Après prise en compte de 6,9 M€ de frais financiers nets, et de 0,7 M€ d'autres charges financières, le résultat avant impôt s'élève à 44,9 M€.

Résultat net de l'ensemble consolidé

Après prise en compte d'une charge d'impôt sur les sociétés de 14,2 M€, faisant ressortir un taux effectif d'impôt de 31,6%, d'une quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence pour -0.4 M€, et du résultat des activités abandonnées pour -0.2 M€, le résultat net de l'ensemble consolidé s'élève à 30,1 M€, en amélioration de 29,9 M€ par rapport à l'an passé.

1.2.2 L'activité Services à l'Environnement

Compte de résultat consolidé ENVIRONNEMENT

(en millions d'euros)	2017 6 mois	2016 6 mois	Variation %
CHIFFRE D'AFFAIRES	949,4	645,7	47%
EBITDA courant	83,4	36,7	127%
<i>en % du CA</i>	<i>8,8%</i>	<i>5,7%</i>	
Résultat opérationnel courant	50,4	6,1	726%
<i>en % du CA</i>	<i>5,3%</i>	<i>0,9%</i>	
France - Coûts d'adaptation au nouvel environnement économique		(1,4)	
Belgique - Evolution des litiges environnementaux		1,7	
Dépréciation d'écarts d'acquisition dans les Services environnementaux aux collectivités italiennes et autres	(4,5)		
Badwill provisoire BARTIN Recycling	2,4		
Autres	(0,3)		
Résultat opérationnel	48,0	6,5	na

Le chiffre d'affaires de l'activité Services à l'Environnement s'élève à 949,4 M€ sur le semestre, en progression de 47 % par rapport à l'exercice précédent. Les tonnages vendus évoluent comme suit :

	2017	2016	
<i>(en milliers de tonnes)</i>	6 mois	6 mois	Variation
Ferrailles	1 846,9	1 449,9	27,4%
Métaux non ferreux	281,2	229,1	22,8%
Total volumes	2 128,0	1 678,9	26,7%
<i>(en millions d'euros)</i>	2017	2016	Variation
	6 mois	6 mois	
Ferrailles	416,4	244,7	70,2%
Métaux non ferreux	375,0	260,6	43,9%
Prestations	157,9	140,4	12,4%
Total chiffre d'affaires	949,4	645,7	47,0%

Ferrailles

L'augmentation de 27% du tonnage de ferrailles traitées (+30% hors négoce) par rapport à l'exercice précédent se répartit comme suit :

- France : +33%
- Autres pays européens : +9% (+16% hors négoce)
- Amériques : + 34%

L'augmentation de 33% des volumes traités en France (70% des volumes de ferrailles totaux) est impactée dans une proportion difficile à chiffrer avec précision compte tenu des multiples modifications de flux logistiques et de réorganisations juridiques internes intervenues, par plusieurs impacts périmètre, dont le plus notable est la consolidation depuis décembre 2016 des tonnages issus de l'acquisition de Bartin Recycling. Le groupe estime que cet effet périmètre explique environ 50% de l'augmentation des volumes traités.

Cette augmentation des volumes traités est supérieure à l'augmentation de la production d'acier dans les pays livrés par le groupe, car les aciéries électriques ont vu leur production augmenter davantage.

Par rapport au premier semestre de l'exercice passé, les ferrailles se sont vendues sur ce semestre en moyenne 55 à 60€ plus cher. L'effet prix de 33,6% se compose à l'effet de volume de 27,4% pour expliquer l'augmentation de 70% du chiffre d'affaires réalisé au titre des ferrailles vendues qui s'élève à 416 M€.

Métaux non ferreux

Concernant les métaux non-ferreux (aluminium, cuivre et alliages cuivreux, plomb, déchets d'inox,...), les volumes traités sont en progression de 23% (+21% en France qui réalise 85% des volumes, + 17% dans les autres pays d'Europe +53% aux Etats-Unis). L'affinerie d'aluminium a vu son volume de production progresser de 25% (démarrage du 3^{ème} four en janvier 2016). Compte tenu de l'augmentation des prix intervenue après les élections américaines, l'effet prix est de +17%. Le chiffre d'affaires réalisé au titre des ventes de MNF progresse de 43,9%, à 375 M€.

Prestations

Le chiffre d'affaires Prestations progresse principalement sous l'effet de la consolidation sur un semestre complet des prestations de SLG Recycling (acquise en janvier 2016), et de la progression du chiffre d'affaires réalisé au Maroc.

L'EBITDA courant est de 83,4 M€, soit 8,8% du chiffre d'affaires (+3,1 points par rapport à l'an dernier), en amélioration de 46,7 M€ par rapport à l'an dernier (+127%). Cette amélioration s'explique principalement par la progression de la marge commerciale du groupe, elle-même tirée par l'augmentation des volumes traités, et dans une moindre mesure par une amélioration des marges unitaires par rapport au semestre comparable de l'exercice précédent, qui s'explique partiellement par la progression des cours des produits traités sur le semestre (alors qu'ils étaient en baisse au cours du premier semestre de l'exercice n-1). Même si le groupe est l'acteur de la profession qui détient le moins de stocks par rapport à son volume d'activité, la valeur de son « stock-outil » subit les variations de prix. Les coûts de production sont également en progression, en lien avec la progression de l'activité, et les effets périmètre.

Après prise en compte de 33,1 M€ de dotation aux amortissements, le résultat opérationnel courant est de 50,4 M€, soit 5,3% du chiffre d'affaires.

Après prise en compte des effets non-récurrents décrits précédemment, le résultat opérationnel de l'activité Services à l'Environnement est de 48 M€, en progression de 41,5 M€.

1.2.3 L'activité Services aux Entreprises

Compte de résultat consolidé MULTISERVICES

<i>(en millions d'euros)</i>	2017 6 mois	2016 6 mois	Variation %
CHIFFRE D'AFFAIRES	390,6	363,8	7%
EBITDA courant	12,5	9,7	28%
<i>en % du CA</i>	<i>3,2%</i>	<i>2,7%</i>	
Résultat opérationnel courant	7,4	5,2	43%
<i>en % du CA</i>	<i>1,9%</i>	<i>1,4%</i>	
Résultat opérationnel	7,4	5,2	43%

Le chiffre d'affaires progresse de 7,4 % par rapport à l'exercice précédent et s'établit à 390,6 M€. Par groupe de métiers, l'évolution du chiffre d'affaires est la suivante :

Tertiaire (55,9% du total, Propreté, Energie, autres) : +11,5%
Industrie (19,7% du total Atis Aéronautique, Milieux sensibles) : +10,3%
Sourcing RH et Intérim (19,7% du total) : - 2%
Espaces Urbains (4,7% du total, affichage, espaces verts) : -6,4%

L'activité Tertiaire enregistre la consolidation de l'activité héritée d'Alter Services (environ 1/3 de la progression du segment, et 2/3 de croissance organique)

L'activité Industrie enregistre chez Derichebourg Atis Aéronautique les fruits de l'investissement de formation réalisé au cours de l'exercice précédent (+300 personnes).

L'activité Sourcing RH et Intérim est en repli (-2%), comme annoncé, suite à la diminution des prestations rendues pour le principal client de cette activité.

Le chiffre d'affaires de l'activité Espaces Urbains est en retrait à cause d'une baisse des prix des prestations rendues pour le principal client, et d'une baisse des volumes.

L'EBITDA courant s'élève à 12,5 M€, soit une progression de 28% par rapport à l'exercice précédent. L'EBITDA courant des activités Tertiaire et Industrie est en progression, en lien avec l'activité, et grâce à l'absence sur cet exercice des difficultés rencontrées l'an passé en Allemagne sur un programme aéronautique, qui avaient impacté les résultats du 1^{er} semestre de l'an passé à hauteur de 2 M€. Cette progression est partiellement compensée par une diminution de l'EBITDA courant de l'activité Intérim, en phase de restructuration et de l'activité Espaces Urbains.

1.2.4 L'activité Holding

Compte de résultat consolidé HOLDING

<i>(en millions d'euros)</i>	2017 6 mois	2016 6 mois	Variation %
CHIFFRE D'AFFAIRES	0,3	0,5	(49%)
EBITDA courant	(3,8)	(1,2)	na
<i>en % du CA</i>	na	na	
Résultat opérationnel courant	(4,9)	(2,4)	na
<i>en % du CA</i>	na	na	
Plus-value cession filiales	2,7		
Autres	(0,7)		
Résultat opérationnel	(2,9)	(2,4)	na

L'EBITDA courant de l'activité Holding évolue sous l'effet de charges de personnel supplémentaires, et d'une augmentation ponctuelle de charges externes.

1.3 Evolution de l'endettement

L'endettement du groupe diminue de 70 M€ sur le semestre. Il passe de 225 M€ à 155 M€.

Les principaux éléments expliquant cette évolution sont les suivants :

Endettement 30/9/16	225,1
EBITDA courant	(92,1)
Cessions d'actifs	(34,0)
Variations de périmètre	19,7
Investissements	25,1
Intérêts payés	(6,9)
Impôts payés	8,2
Variation de BFR	(12,3)
Dividendes versés	3,3
Acquisition d'actions propres	3,8
Autres	0,9
Endettement 31/3/17	154,8

Les cessions d'actifs concernent les flux de trésorerie tirés de la cession d'une décharge en Italie et d'un actif immobilier.

Postérieurement au 31 mars 2017, le groupe a obtenu des banques prêteuses un allongement de 3 ans de la maturité de son crédit syndiqué, jusqu'en 2022.

1.4 Evénement postérieur à la date d'arrêté

Néant

1.5 Principaux risques et incertitudes pour les mois restants de l'exercice

L'activité Services à l'environnement devrait connaître un bon deuxième semestre, portée par une conjoncture favorable, par les synergies issues des croissances externes réalisées et par l'optimisation de l'outil de production engagée depuis plusieurs années. Sur le plan de la conjoncture, le Groupe constate en France en particulier une demande soutenue des sidérurgistes, tirée notamment par les besoins en infrastructures (entrée dans la phase concrète des travaux du Grand Paris, augmentation des mises en logement). Les volumes traités au second semestre bénéficieront par ailleurs de l'évolution du périmètre du groupe. Enfin, le travail de fond accompli par le groupe depuis plusieurs années pour optimiser ses structures industrielles (maillage du territoire, investissements dans des technologies de pointe...) a porté ses fruits et lui permet d'être devenu résilient à une baisse éventuelle du prix des matières premières.

Le chiffre d'affaires de l'activité Multiservices devrait continuer à progresser en année pleine. En termes de profitabilité, le second semestre devrait être meilleur que le premier.

Compte tenu des résultats dégagés, de la diminution de son endettement, le groupe est bien positionné pour être acteur de la consolidation dans ses grands métiers, que ce soit dans les Services à l'Environnement ou dans le Multiservices.

Le lecteur est par ailleurs invité à se référer aux développements du document de référence 2015-2016 relatifs aux risques (section 4.3, pages 43 à 48), ainsi qu'à ceux de l'annexe aux comptes consolidés semestriels au 31 mars 2017 (note 4.25).

1.5.1 Principales transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées n'ont pas été modifiées dans leur nature et sont décrites dans le paragraphe 7.3 du document de référence 2015-2016.

2. Attestation du rapport semestriel

Je, soussigné, atteste qu'à ma connaissance, les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 22 mai 2017

Daniel DERICHEBOURG
Président Directeur Général

BILAN CONSOLIDE DU GROUPE DERICHEBOURG AU 31 MARS 2017

A C T I F (en millions d'euros)	Note annexe	31-03-17	30-09-16
Ecarts d'acquisition	4.1	216,3	226,0
Immobilisations incorporelles	4.1	4,7	3,9
Immobilisations corporelles	4.2	430,5	436,1
Actifs financiers	4.3	12,2	11,1
Participations dans les entreprises associées et les co-entreprises	4.4	15,4	15,5
Impôts différés	4.22	38,3	45,8
Autres actifs	4.5		0,0
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		717,4	738,5
Stocks et en-cours	4.6	95,3	83,3
Créances clients	4.7	271,1	226,4
Créances d'impôt	4.7	3,6	5,3
Autres actifs	4.7	107,1	88,8
Actifs financiers	4.7	15,7	13,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.8	90,1	41,9
Instruments financiers	4.12	0,1	0,0
TOTAL ACTIFS COURANTS		582,9	459,5
Total actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés			2,9
TOTAL ACTIF		1 300,3	1 200,9

PASSIF (en millions d'euros)	Note annexe	31-03-17	30-09-16
Capital social	4.9	41,0	42,0
Primes liées au capital		16,5	27,6
Actions propres		(23,5)	(31,8)
Réserves		310,9	293,1
Résultat de l'exercice		30,4	12,9
Capitaux propres groupe		375,3	343,8
Intérêts ne conférant pas le contrôle	4.10	2,3	3,8
TOTAL CAPITAUX PROPRES		377,6	347,7
Emprunts et dettes financières	4.11	103,4	143,5
Provision retraite et avantages similaires	4.13	47,7	45,5
Autres provisions	4.13	27,2	22,8
Impôts différés	4.22	13,3	18,8
Autres passifs	4.16	1,1	1,1
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		192,6	231,7
Emprunts et dettes financières	4.11	141,4	123,5
Provisions	4.14	7,4	7,8
Fournisseurs	4.15	289,8	216,9
Dettes d'impôts	4.15	7,0	7,9
Autres passifs	4.15	273,2	250,9
Instruments financiers	4.12	5,2	6,4
TOTAL PASSIFS COURANTS		724,0	613,5
Total passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés		6,2	8,0
TOTAL PASSIF		1 300,3	1 200,9

RESULTAT CONSOLIDE DU GROUPE DERICHEBOURG AU 31 MARS 2017

(en millions d'euros)	Note annexe	2017 - 6 mois	2016 - 6 mois (1)
Chiffre d'affaires	4.17	1 340,3	1 010,0
Autres produits de l'activité		1,0	1,1
Achats consommés		(627,4)	(420,1)
Charges externes		(175,6)	(146,8)
Charges de personnel	4.27	(415,8)	(380,8)
Impôts et taxes		(27,3)	(24,0)
Dotations aux amortissements		(39,2)	(36,5)
Dotations aux provisions	4.18	(7,6)	(1,5)
Variation des stocks d'en-cours et produits finis		1,3	1,6
Autres charges d'exploitation	4.19	(21,3)	(6,8)
Autres produits d'exploitation	4.19	24,6	12,7
Résultat opérationnel courant		53,0	8,9
Autres charges opérationnelles	4.20	(4,5)	(1,4)
Autres produits opérationnels	4.20	2,4	1,7
Résultat sur cessions de participations consolidées	4.20	1,7	(0,0)
RESULTAT OPERATIONNEL		52,6	9,3
Frais financiers nets	4.21	(6,9)	(7,3)
Gains et pertes de change et autres	4.21	(0,7)	(0,3)
Résultat avant impôts		44,9	1,7
Impôts sur les bénéfices	4.22	(14,2)	(0,8)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et les co-entreprises	4.4	(0,4)	0,5
Résultat net		30,3	1,4
Résultat après impôts des activités arrêtées ou en cours de cession		(0,2)	(1,3)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		30,1	0,2
Revenant :			
- aux actionnaires de la société		30,3	0,0
- aux intérêts ne conférant pas le contrôle		(0,2)	0,1
Résultat par action : résultat revenant aux actionnaires de la société (en € par action)	4.24		
- de base		0,2	0,0
- dilué		0,2	0,0
Résultat par action : résultat revenant aux actionnaires de la société après résultat des activités arrêtées ou cédées (en € par action)			
- de base		0,2	0,0
- dilué		0,2	0,0

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE DU GROUPE DERICHEBOURG

(en millions d'euros)	2017 - 6 mois	2016 - 6 mois
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	30,1	0,2
Ecarts de conversion	2,7	(1,0)
Couverture des flux futurs	1,8	(0,7)
Réévaluation du passif au titre des engagements à prestations définies	1,7	
Impôts sur autres éléments du résultat global et effet de report variable	1,9	2,3
Produits et charges de la période comptabilisés directement en capitaux propres	8,1	0,6
RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE	38,2	0,7
Dont		
- part revenant aux actionnaires de la société	38,4	0,6
- part revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle	(0,2)	0,1

(1) Montants modifiés suite au reclassement des activités de construction et maintenance de grues en activités en cours de cession

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES DU GROUPE DERICHEBOURG AU 31 MARS 2017

(en millions d'euros)	Note Annexe	2017 - 6 mois	2016 - 6 mois (1)
Résultat net total consolidé		30,1	0,2
Résultat net consolidé des activités abandonnées ou en cours de cession		(0,2)	(1,3)
Résultat net consolidé des activités poursuivies		30,3	1,4
Ajustements pour :		0,0	0,0
Elimination du résultat des entreprises associées et des co-entreprises		0,4	(0,5)
Amortissements et provisions		44,7	32,5
Profits et pertes de juste valeur		0,5	(0,1)
Elimination des résultats de cession		(2,5)	1,2
Elimination des produits de dividendes		(0,1)	(0,2)
Autres produits et charges sans incidence trésorerie		(2,4)	0,0
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		71,0	34,3
Coût de l'endettement financier net		7,1	7,5
Charge d'impôt		14,2	0,8
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		92,4	42,6
Variation du BFR lié à l'activité		28,5	2,4
Impôts versés		(8,2)	(0,3)
Flux de trésorerie d'exploitation générés par les activités abandonnées		0,0	(1,3)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE		112,7	43,3
Incidence des variations de périmètre		0,9	(18,2)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(27,2)	(31,7)
Acquisition d'actifs financiers		(0,7)	(0,1)
Variation des prêts et avances consentis		(3,5)	(0,3)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		13,8	3,3
Cession d'actifs financiers		0,0	0,2
Dividendes reçus		0,9	0,1
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées		0,0	0,0
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS		(15,7)	(46,8)
Augmentation de capital		0,0	0,0
Emission d'emprunts		35,6	63,2
Remboursement d'emprunts		(67,0)	(44,6)
Intérêts financiers nets versés		(7,2)	(7,5)
Dividendes versés aux actionnaires du groupe		(3,1)	(7,8)
Dividendes versés aux intérêts ne conférant pas le contrôle		(1,1)	(2)
Actions propres		(3,8)	2,4
Factor		12,1	(2,1)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées		0,0	(0,2)
		0,0	0,0
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		(34,4)	2,0
Incidence de la variation des taux de change		0,9	(0,1)
Incidence de la variation des taux de change des activités abandonnées		0,0	0,0
VARIATION DE LA TRESORERIE		63,4	(1,6)
Trésorerie d'ouverture	4,8	17,2	34,6
Trésorerie de clôture	4,8	80,7	32,8
variation de trésorerie des activités abandonnées			0,2
VARIATION DE LA TRESORERIE		63,4	(1,6)

(1) Montants modifiés suite au reclassement des activités de construction et maintenance de grues en activités en cours de cession

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS DU GROUPE DERICHEBOURG AU 31 MARS 2017

(en millions d'euros)	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Réserves	Réserves de conversion	Résultat de l'exercice	Capitaux propres groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total Capitaux Propres
Situation au 30 septembre 2015	42,0	27,6	(33,8)	271,7	7,2	28,2	342,7	5,5	348,2
Affectation du résultat				28,2		(28,2)	0,0		0,0
Dividendes versés				(7,8)			(7,8)	(1,5)	(9,3)
Actions propres			2,4				2,4		2,4
Résultat de l'exercice (part du groupe)						0,0	0,0	0,1	0,2
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				1,6	(1,0)		0,6		0,6
Autres variations							0,0	(0,2)	(0,2)
Situation au 31 mars 2016	42,0	27,6	(31,5)	293,6	6,1	0,0	337,8	3,9	341,7
Affectation du résultat							0,0		
Dividendes versés				0,1			0,1	(0,1)	0,0
Actions propres			(0,3)				(0,3)		(0,3)
Résultat de l'exercice (part du groupe)						12,9	12,9	0,6	13,5
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				(6,2)	(0,4)		(6,6)	(0,1)	(6,7)
Autres variations							0,0	(0,6)	(0,6)
Situation au 30 septembre 2016	42,0	27,6	(31,8)	287,5	5,7	12,9	343,8	3,8	347,7
Affectation du résultat				12,9		(12,9)	0,0		0,0
Dividendes versés				(3,1)			(3,1)	(1,1)	(4,2)
Actions propres	(1,1)	(11,0)	8,2				(3,8)		(3,8)
Résultat de l'exercice (part du groupe)						30,4	30,4	(0,2)	30,1
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				5,4	2,7		8,1		8,1
Autres variations							0,0	(0,2)	(0,2)
Situation au 31 mars 2017	41,0	16,5	(23,5)	302,7	8,3	30,4	375,3	2,3	377,6

SOMMAIRE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	1
PERIODE DU 1^{ER} OCTOBRE 2016 AU 31 MARS 2017	1
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES	2
1. PRESENTATION DU GROUPE	18
1.1. IDENTIFICATION DE L'EMETTEUR	18
1.2. FAITS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE	18
2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES	18
2.1. PRINCIPES GENERAUX.....	18
2.2. PRINCIPES COMPTABLES, REGLES ET METHODES D'EVALUATION	19
3. EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	20
3.1. ENTREES DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION	20
3.2. VARIATION DU POURCENTAGE DE CONTROLE	20
3.3. RESTRUCTURATION INTERNE.....	21
3.4. SORTIE DE PERIMETRE	21
4. NOTES ANNEXES	22
4.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET ECARTS D'ACQUISITION	22
4.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (CREDIT-BAIL INCLUS).....	23
4.3. ACTIFS FINANCIERS.....	24
4.4. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES ET LES CO-ENTREPRISES.....	24
4.5. AUTRES ACTIFS NON COURANTS.....	25
4.6. STOCKS ET EN-COURS.....	25
4.7. CREANCES CLIENTS, AUTRES CREANCES ET ACTIFS FINANCIERS COURANTS.....	26
4.8. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	26
4.9. CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	27
4.10. INTERETS NE CONFERANT PAS LE CONTROLE.....	27
4.11. ENDETTEMENT	28
4.12. INSTRUMENTS FINANCIERS	32
4.13. PROVISIONS NON COURANTES ET PROVISIONS POUR ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL	38
4.14. PROVISIONS COURANTES	38
4.15. AUTRES PASSIFS COURANTS	39
4.16. AUTRES PASSIFS NON COURANTS	39
4.17. INFORMATIONS SECTORIELLES.....	39
4.18. DOTATIONS AUX PROVISIONS.....	41
4.19. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	41
4.20. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	42
4.21. FRAIS FINANCIERS NETS	42
4.22. IMPOTS SUR LES RESULTATS	43
4.23. ACTIVITES ARRETEES OU EN COURS DE CESSON	45
4.24. RESULTAT PAR ACTION	45
4.25. ENGAGEMENTS	46
4.26. LITIGES SIGNIFICATIFS.....	48
4.27. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES	49

4.28.	INFORMATIONS SOCIALES.....	50
4.29.	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	50

1. PRESENTATION DU GROUPE

1.1. IDENTIFICATION DE L'EMETTEUR

DERICHEBOURG est une société anonyme créée et domiciliée en France, 119, avenue du général Michel Bizot 75012 PARIS. DERICHEBOURG est cotée sur le marché Euronext, compartiment B. Les activités du Groupe sont les suivantes :

- activité Services à l'Environnement,
- activité Services aux Entreprises,
- activité Holding.

Derichebourg détient au sein d'une SCI immobilière une grande partie de son immobilier d'exploitation.

Les états financiers consolidés pour la période du 1^{er} octobre 2016 au 31 mars 2017, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de Derichebourg SA le 22 mai 2017 et ont fait l'objet d'un examen limité par nos Commissaires aux comptes.

Ils reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées.

Les états financiers sont présentés en millions d'euros sauf mention contraire. Les montants sont arrondis à la centaine de milliers d'euros la plus proche.

1.2. FAITS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE

Acquisition de la société Bartin Recycling.

Le 30 novembre 2016, le groupe a acquis la société Bartin Recycling, auparavant filiale du groupe Veolia. Bartin Recycling est spécialisée dans la collecte et le recyclage de métaux ferreux et non-ferreux. Elle assure sur une vingtaine de sites en France la valorisation des ferrailles, chutes neuves de production, démolitions, de leur récupération ou démantèlement sur site jusqu'à leur commercialisation comme matières premières secondaires auprès d'usines consommatrices.

Acteur majeur du recyclage en France, l'entreprise valorise et recycle jusque 450.000 tonnes de métaux par an.

Cession de la société Rei Srl.

Derichebourg Environnement a cédé sa filiale Rei Srl à Iren Ambiente, filiale d'IREN S.p.A.. La société REI srl possède un centre d'enfouissement d'une superficie de 59.000 m² près de Turin, dont l'exploitation est prête à démarrer. Ce centre d'enfouissement, qui n'est pas destiné à accueillir les déchets ménagers, est notamment habilité à recevoir certaines classes de déchets dangereux.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1. PRINCIPES GENERAUX

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les états financiers au 31 mars 2017 du Groupe Derichebourg sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union Européenne.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Reporting Interpretations Committee – IFRIC).

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire ») telle qu'adoptée par l'Union Européenne. Les règles et méthodes sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 30 septembre 2016.

Les états financiers semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe Derichebourg au 30 septembre 2016.

Les comptes ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation.

Les états financiers consolidés du Groupe Derichebourg pour l'exercice clos le 30 septembre 2016 sont disponibles sur demande au siège social de la société situé 119, avenue du général Michel Bizot à Paris ou sur le site internet www.derichebourg.com.

2.1.1. NORMES ET INTERPRETATIONS APPLICABLES A L'EXERCICE OUVERT LE 1^{er} OCTOBRE 2016

Les normes et interprétations adoptées dans l'Union Européenne qui trouvent à s'appliquer de façon obligatoire aux comptes consolidés du Groupe Derichebourg à compter du 1^{er} octobre 2016 sont les suivantes :

- Amendement à IAS 1 : « Initiative concernant les informations à fournir », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016
- Améliorations annuelles du cycle 2012-2014, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 : « Clarifications sur les modes d'amortissement acceptables » applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016
- Amendements à IFRS 11 : « Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des entreprises communes » applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016

2.1.2. NORMES ET INTERPRETATIONS PUBLIEES NON ENCORE EN VIGUEUR

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} octobre 2016 (les dates d'application sont les dates reconnues par l'EFRAG):

- IFRS 15 : Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018
- IFRS 9 : instruments financiers, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018

Leur impact éventuel fera l'objet d'une évaluation en cours d'exercice.

2.2. PRINCIPES COMPTABLES, REGLES ET METHODES D'EVALUATION

Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les états financiers intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels consolidés du 30 septembre 2016.

Les principes comptables sont décrits dans le document de référence 2015-2016 aux paragraphes 2.2 et 2.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

3. EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

3.1. ENTREES DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Pôle Services à l'environnement

- **Bartin Recycling**

Derichebourg Environnement a finalisé le 30 novembre 2016, l'acquisition de Martin Recycling, filiale du groupe Veolia Environnement spécialisée dans le recyclage des métaux ferreux et non ferreux (hors activités de démantèlement de navires). Cette société exploite 19 centres de recyclage. Cette acquisition permet au Groupe de renforcer encore son maillage territorial
Le montant du goodwill provisoire reconnu dans les comptes est de 2,4 millions d'euros.

Les justes valeurs de l'actif net acquis se décomposent :

Entrée de périmètre Société BARTIN en M€	
Actifs non courants	18,1
Actifs courants	36,7
TOTAL ACTIFS	54,8

Passifs non courants	2,7
Passifs courants	28,4
TOTAL PASSIFS	31,1

La contribution aux résultats du Groupe au 31 mars 2017 est la suivante (3 mois de résultat avant mise en location-gérance des différents fonds de commerce au 1^{er} mars 2017) :

Société Martin en M€	
Chiffre d'affaires	14,5
Ebitda courant	3,8
Résultat opérationnel	2,6
Résultat net	2,6

- Entrée de la société Poly-Massi dans le périmètre de consolidation
- Entrée de la société Poly-Senti dans le périmètre de consolidation
- Entrée de la société Poly-Valys dans le périmètre de consolidation
- Entrée de la société Derichebourg Guarding (Maroc) dans le périmètre de consolidation
- Entrée de la société Ecopart (Italie)
- Entrée de la société Valrecy

Pôle Services aux entreprises

- Entrée de la société Derichebourg Spectacle dans le périmètre de consolidation
- Entrée de la société Derichebourg Retail dans le périmètre de consolidation
- Entrée de la Sci Garalter

3.2. VARIATION DU POURCENTAGE DE CONTROLE

Pôle Services à l'environnement

- Cession par Polyurbaine de 2500 actions de la société Derichebourg Océan Indien soit 5% du capital portant la participation du Groupe dans la société à 55%

3.3. RESTRUCTURATION INTERNE

Pôle Services à l'environnement

- TUP des sociétés Revival Chatillon, Revival Gellainville, Revival Ile de France Fers & Métaux et Revival Nemours le 1^{er} octobre 2016 dans la société REVIVAL
- Fusion de la société CFF Recycling Servicios dans Derichebourg Recycling Mexico à effet au 1^{er} octobre 2016
- TUP des sociétés Sepchat 28, Sepchat Vendôme, Mainguy, Julien, Serre Environnement et Sepchat Flaysakier, dans la société Valrecy le 31 décembre 2016
- TUP des sociétés Hervé Récupération et Ludovic Le Gall dans la société AFM RECYCLAGE le 31 décembre 2016
- Fusion de la société De-Kaizered Inc par Derichebourg Recycling USA Inc en date du 1^{er} octobre 2016

Pôle Holding

- TUP de la société Civitas le 31 janvier 2017 dans la société Derichebourg SA.

3.4. SORTIE DE PERIMETRE

(Cf Note 4.20)

Pôle Services à l'environnement

- Cession de la société Seram le 7 octobre 2016
- Cession de la société Derichebourg Oil & Gas (France) le 28 octobre 2016
- Liquidation de la société Nuova Primaria le 17 octobre 2016
- Cession de la société REI le 21 décembre 2016
- Liquidation de la société Mattec le 31 mars 2017
- Cession des titres de la société CTR49, consolidée selon la méthode de la mise en équivalence, le 31 mars 2017

Holding

- Cession de la Société SNC Des Prés de la Faisanderie le 28 février 2017

4. NOTES ANNEXES

4.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET ECARTS D'ACQUISITION

En M€	Valeur au 30-09-16	Augmenta- tions	Diminutions	Variation de périmètre (1)	Autres variations	Ecart de change	Valeur au 31-03-17
Ecart d'acquisition	327,5			(5,3)	0,0	0,0	322,2
Concessions, brevets, licences	13,6	0,6	(0,1)	0,0	1,0	0,0	15,1
Autres immobilisations incorporelles	7,9	0,0		0,0	(0,1)	0,0	7,9
Total valeurs brutes	349,0	0,6	(0,1)	(5,3)	0,9	0,0	345,2
Ecart d'acquisition	(101,5)	(4,5)					(106,0)
Concessions, brevets, licences	(11,5)	(0,5)	0,1	(0,0)	(0,1)	(0,0)	(12,0)
Autres immobilisations incorporelles	(6,1)	(0,2)		(0,0)	0,1	(0,0)	(6,2)
Total amortissements	(119,1)	(5,2)	0,1	(0,0)	0,0	(0,0)	(124,2)
Total valeurs nettes	229,9	(4,6)	(0,0)	(5,3)	0,9	0,0	221,0

(1)Variation de périmètre par nature

en M€	31-03-17
Mattec	(3,0)
Nuova Primaria	(0,4)
Rei	(1,8)
Derichebourg Marrakech	(0,1)
Total	(5,3)

4.1.1. TESTS DE DEPRECIATION

Le groupe procède à chaque clôture annuelle à des tests de perte de valeur sur l'ensemble de ses unités génératrices de trésorerie (UGT), selon les modalités décrites dans la note sur les principes comptables § 2.3.6 de l'annexe aux comptes consolidés du document de référence 2015-2016.

Des indices de pertes de valeur ont été identifiés au 31 mars 2017 sur 3 entités constituantes d'une UGT distincte.

Dépréciation des écarts d'acquisition

en M€	31-03-17
Cmt (Italie)	(1,9)
San Germano (Italie)	(1,5)
Hydrovide (France)	(1,1)
Total	(4,5)

4.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (CREDIT-BAIL INCLUS)

En M€	Valeur au 30-09-16	Augmentations	Diminutions	Variation de périmètre (1)	Autres variations	Ecart de change	Valeur au 31-03-17
Terrains (crédit-bail inclus)	169,0	3,0	(14,5)	11,7	0,1	1,5	170,9
Constructions (crédit-bail inclus)	265,7	3,1	(1,0)	16,0	0,3	0,5	284,8
Inst. Techn., matériel & outillage (crédit-bail inclus)	699,2	14,5	(9,1)	16,1	14,0	4,9	739,6
Autres immobilisations corporelles (crédit-bail inclus)	288,1	7,4	(4,0)	25,3	0,2	1,0	317,9
Immobilisations corporelles en cours	22,2	10,6	(0,1)	0,0	(15,7)	0,1	17,2
Avances et acomptes versés	0,0	0,8	(0,0)			(0,0)	0,8
Total valeurs brutes	1 444,3	39,4	(28,6)	69,2	(1,1)	8,0	1 531,2
Terrains (crédit-bail inclus)	(32,4)	(1,7)	3,2	(5,0)		(0,4)	(36,2)
Constructions (crédit-bail inclus)	(149,1)	(6,7)	0,6	(14,2)	(0,0)	(0,3)	(169,7)
Inst. Techn., matériel & outillage (crédit-bail inclus)	(591,0)	(19,1)	7,9	(23,3)	0,1	(4,4)	(629,8)
Autres immobilisations corporelles (crédit-bail inclus)	(235,6)	(10,9)	4,1	(22,1)	0,1	(0,7)	(265,0)
Total amortissements	(1 008,1)	(38,4)	15,9	(64,6)	0,2	(5,7)	(1 100,7)
Total valeur nettes	436,1	1,0	(12,7)	4,6	(0,9)	2,4	430,5

(1) voir note 3.1 Entrées de périmètre

Immobilisations portées par des contrats de location-financement

En M€	Valeur au 30-09-16	Augmentations	Diminutions	Variation de périmètre	Autres variations	Ecart de change	Valeur au 31-03-17
Terrains et constructions	22,2						22,2
Matériels et outillages	226,4	6,8		(0,0)	0,0	0,1	233,3
Autres immobilisations corporelles	119,7	4,5	(0,0)		(0,0)	0,1	124,2
Total valeurs brutes	368,3	11,3	(0,0)	(0,0)	(0,0)	0,2	379,7
Total amortissements	(284,4)	(12,7)	0,0		(0,0)	(0,0)	(297,1)
Total valeurs nettes	83,9	(1,4)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	0,1	82,6

4.3. ACTIFS FINANCIERS

4.3.1. VARIATION DE L'EXERCICE

En M€	30-09-16	Augmen- tations	Diminu- tions	Variation de périmètre	Autres variations	Ecart de change	31-03-17
Titres de participation	5,6	0,8	(1,2)	0,0		(0,0)	5,1
Prêts, cautionnements et autres immobilisations financières ⁽¹⁾	22,2	1,3	(0,3)	0,2	0,2	0,0	23,6
Total valeurs brutes	27,8	2,1	(1,6)	0,2	0,2	0,0	28,7
Perte de valeur sur titres	(1,4)		0,1			0,0	(1,3)
Perte de valeur sur prêts, cautionnements et autres créances ⁽¹⁾	(15,3)			(0,0)			(15,3)
Total perte de valeur	(16,7)		0,1	(0,0)		0,0	(16,5)
Total valeurs nettes	11,1	2,1	(1,4)	0,2	0,2	0,0	12,2

(1) Derichebourg Environnement détient une créance d'un montant de 15 M€ liée à un projet d'acquisition qui a été abandonné. Derichebourg Environnement a mis en place les actions nécessaires à son recouvrement conformément aux clauses contractuelles (cf.4.25 – Litiges significatifs). Le 4 mars 2014, le Tribunal a rendu une décision de première instance défavorable à Derichebourg Environnement. Sur la base de cette décision, cette créance a été provisionnée intégralement. Cette décision a été confirmée en appel le 27 octobre 2016. Derichebourg Environnement s'est pourvue en cassation.

4.4. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES ET LES CO-ENTREPRISES

En M€	Pays	% détention	Quote-part de résultat	Quote-part des capitaux propres	
				31-03-17	30-09-16
ENTREPRISES ASSOCIEES					
ALLO CASSE AUTO	France	48%	(0,2)	2,0	2,2
CTR49 ⁽¹⁾	France	34%			0,0
DAC	France	50%	0,1	0,7	0,6
DREYFUS	France	43%	0,0	4,9	4,9
ROHR	France	50%	0,1	1,5	1,5
VALVERT TRI	France	35%	0,0	0,0	0,0
CO-ENTREPRISES					
ALSAFER	France	50%	0,1	0,2	0,3
ENVIE AFM SUD OUEST	France	50%	0,2	0,7	0,6
PLASTIC RECYCLING	France	50%	(0,8)	0,3	0,6
REYFRA	Espagne	50%	0,2	5,0	4,8
VALERCO	France	50%	(0,0)	0,1	0,1

(1) participation cédée sur la période

4.5. AUTRES ACTIFS NON COURANTS

En M€	31-03-17			30-09-16		
	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette
Autres créances	4,6	(4,6)		4,5	-	4,5
Total	4,6	(4,6)	0,0	4,5	-	4,5

4.5.1. ACTIFS FINANCIERS NETS ET AUTRES ACTIFS NON COURANTS NETS PAR ECHEANCE (HORS TITRES DE PARTICIPATION)

En M€	31-03-17	Plus de 1 an	Plus de 5 ans
Prêts, cautionnements et autres immobilisations financières	8,3	6,3	2,0
Total	8,3	6,4	2,0

4.6. STOCKS ET EN-COURS

4.6.1. PAR NATURE

En M€	Valeur brute au 31-03-17	Valeur brute au 30-09-16
Matières premières	6,0	9,6
Autres approvisionnements	10,1	9,7
En-cours	2,5	3,3
Produits intermédiaires et finis	2,7	2,2
Stocks de marchandises	75,2	59,6
TOTAL	96,5	84,4

4.6.2. VARIATION DE L'EXERCICE

En M€	Valeur nette au 30-09-16	Variations	Variation de périmètre	Autres variations	Ecart de change	Variation des dépréciations (1)	Valeur nette au 31-03-17
Matières premières	9,6	(3,5)		(0,1)	0,0		6,0
Autres approvisionnements	9,0	0,2	0,0	0,1	0,1		9,4
En-cours	3,3	0,8	(1,5)				2,5
Produits intermédiaires et finis	2,1	0,5				(0,1)	2,5
Stocks de marchandises	59,3	7,9	7,3	(0,0)	0,3	0,1	74,9
TOTAL	83,3	5,9	5,8	(0,0)	0,4	(0,1)	95,3

(1) Variation dépréciation de stocks

En M€	Valeur au 30-09-16	Dotations	Reprises	Variation de périmètre	Ecart de change	Valeur nette au 31-03-17
Dépréciation de stocks	(1,1)	(0,1)	0,1	(0,0)		(1,2)

4.7. CREANCES CLIENTS, AUTRES CREANCES ET ACTIFS FINANCIERS COURANTS

En M€	31-03-17			30-09-16		
	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette
Créances clients	283,3	(12,2)	271,1	240,2	(13,8)	226,4
Créances d'impôt	3,6		3,6	5,3		5,3
Avances et acomptes versés	9,8		9,8	7,6		7,6
Créances diverses	91,7	(3,7)	87,9	76,0		71,5
Charges constatées d'avance	9,4		9,4	9,8		9,8
Autres actifs courants	110,9		107,1	93,4		88,8
Dividendes à recevoir	0,3		0,3			
Créances rattachées à des participations	(0,0)		(0,0)	0,9		0,9
Prêts, dépôts et cautionnements	15,4		15,4	12,9		12,9
Actifs financiers courants	15,7		15,7	13,8		13,8

Variation dépréciation clients

En M€	Valeur au 30-09-16	Dotations	Reprises ⁽¹⁾	Variation de périmètre	Impact IFRS 5	Ecart de change	Valeur au 31-03-17
Dépréciation clients	(13,8)	(1,4)	3,3	0,1	(0,4)		(12,2)

(1) dont 3M€ de reprises de provisions pour dépréciations de créances clients de la filiale AEP Multiservizi Spa (cf Note 4.19)

4.8. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Par nature

Les disponibilités sont constituées de valeurs mobilières de placement, de soldes débiteurs de banque et de caisse.

En M€	Valeur Brute au 31-03-17	Provisions	Valeur nette au 31-03-17	Valeur nette au 30-09-16
Valeurs mobilières de placement	0,4	(0,2)	0,3	0,3
Disponibilités	89,8		89,8	41,6
TOTAL	90,2	(0,2)	90,1	41,9

En M€	31-03-17	30-09-16
Trésorerie active	90,1	41,9
Concours bancaires courants	9,6	24,8
TRESORERIE NETTE	80,5	17,0

Le cash pooling mis en place par le Groupe principalement sur la France permet de centraliser quotidiennement tous les flux de trésorerie des filiales dans une optique de réduction des coûts de financement.

Le groupe présente les positions de trésorerie, en fonction du solde comptable de chaque compte bancaire, alors que ces comptes peuvent être globalisés avec d'autres comptes de solde éventuellement de sens différent dans le cadre d'échelles d'intérêts fusionnées, et d'autorisations de découvert globales accordées au Groupe.

4.9. CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

Au 31 mars 2017, le capital social se compose de 163 878 780 actions d'une valeur nominale de 0,25€, soit un montant de 40 969 695 €.

Le taux d'autocontrôle au 31 mars 2017 est de 5,48%.

4.9.1. ACTIONS A BONS DE SOUSCRIPTIONS D'ACTIONS (ABSA)

3 583 616 BSA étaient en circulation au 30/9/2016. Ils étaient exerçables jusqu'au 13 mars 2017, au prix de 6,70 € par action souscrite. Aucun bon n'a été exercé sur la période. Il n'existe plus de bons de souscription d'actions en circulation.

4.9.2. STOCK OPTIONS DERICHEBOURG

Il n'existe pas de plan de stock option en vigueur dans le Groupe.

4.10. INTERETS NE CONFÉRANT PAS LE CONTROLE

En M€	31-03-17	30-09-16
Intérêts ne conférant pas le contrôle à l'ouverture	3,8	5,5
Mouvements de périmètre de consolidation	(0,2)	(0,7)
Part du résultat des sociétés consolidées revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle	(0,2)	0,7
Quote-part des dividendes des sociétés consolidées	(1,1)	(1,6)
Incidence des fluctuations de change sur les intérêts ne conférant pas le contrôle	0,0	0,0
Autres variations	0,0	(0,2)
Intérêts ne conférant pas le contrôle à la clôture	2,3	3,8

4.11. ENDETTEMENT

4.11.1. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

4.11.1.1. VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER

En M€	Valeur au 30-09-16	Augmenta- tion	Diminution	Ecart de change	Variations de périmètre (1)	Autres variations	Valeur au 31-03-17
Emprunts obligataires							
Emprunts établissements de crédit	87,4	9,8	(20,2)	0,1	0,1	(28,0)	49,1
Dettes financières diverses	2,3	(0,0)	(0,2)	0,0	0,0	0,0	2,2
Dettes liées aux contrats de location-financement	53,8	11,7	(0,0)	0,1	0,0	(13,4)	52,1
Dettes financières non courantes	143,5	21,4	(20,5)	0,2	0,1	(41,3)	103,4
Emprunts établissements de crédit							
Emprunts établissements de crédit	75,7	38,0	(33,9)	0,3	0,0	28,0	108,1
Dettes financières diverses	0,2		(0,0)		0,1	(0,0)	0,3
Dettes liées aux contrats de location-financement	22,8	0,0	(12,7)	0,0	(0,0)	13,4	23,5
Concours bancaires courants	24,8		(15,3)	0,0	0,0	0,0	9,6
Dettes financières courantes	123,5	38,0	(61,9)	0,3	0,1	41,3	141,4
Total dettes financières	267,0	59,4	(82,3)	0,5	0,2	0,0	244,8

(1) voir note 3.1 Entrées de périmètre

4.11.1.2. ECHEANCIER DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES NON COURANTES

En M€	Valeur au 31-03-17	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts établissements de crédit	49,1	45,7	3,4
Dettes financières diverses	2,2	2,2	0,0
Dettes liées aux contrats de location-financement	52,1	46,7	5,4
Dettes financières non courantes	103,4	94,5	8,8

4.11.1.3. DETTES FINANCIERES PAR PRINCIPALES DEVISES

En M€	Valeur au 31-03-17	Eur	Dollar américain	Dollar canadien	Autres
Emprunts établissements de crédit	49,1	46,9		1,8	0,4
Dettes financières diverses	2,2	2,2			
Dettes liées aux contrats de location-financement	52,1	48,0	0,8		3,3
Dettes financières non courantes	103,4	97,1	0,8	1,8	3,8
Emprunts établissements de crédit	107,6	99,3		0,3	1,5
Dettes financières diverses	0,3	-0,2			0,5
Dettes liées aux contrats de location-financement	23,5	22,1	0,6		0,8
Concours bancaires courants	9,6	6,4	1,2		1,9
Intérêts courus	0,4	0,4		0,0	
Dettes financières courantes	141,4	127,9	1,8	0,3	4,7
Total dettes financières	244,8	225,0	2,6	2,1	8,5

4.11.1.4. CARACTERISTIQUES DES PRINCIPALES LIGNES DE CREDIT

Dénomination	Devise	Montant Nominal autorisé au 31-03-2017 en M devises	Montant Nominal utilisé au 31-03- 2017 en M devises	Date d'échéance	Index
Emprunts établissements de crédit	(1) EUR	53,0	53,0	29/03/2019	Euribor
Emprunts établissements de crédit	(1) EUR	100,0	0,0	29/03/2019	Euribor
Emprunts établissements de crédit	EUR	41,1	41,1	26/02/2018	Euribor
Factors en syndication	(2) EUR	270,0	266,0	31/12/2018	Euribor
Emprunts établissements de crédit	(3) EUR	27,9	27,9		
Ligne bilatérale confirmée et non confirmée	EUR	95,0	(80,5)		

(1) Le Groupe Derichebourg est partie prenante à un crédit syndiqué qui constitue avec les contrats d'affacturage les principales sources de financement du Groupe.

(2) Dont 262 M€ de cession de créances sans recours

(3) Dont 23,0 MMxn, 2,9 MCad et 6,0 MMad

4.11.1.5. CONTRAT DE CREDITS 2014

Le Groupe a conclu le 31 mars 2014, avec dix établissements bancaires, un nouveau contrat de crédit d'un montant de 232,5 millions d'euros dont 100 millions de crédit revolving et 132,5 millions d'euros de prêt amortissable.

Concernant le prêt amortissable, 79,5M€ ont déjà été remboursés à l'issue des 3 échéances 31 mars 2015, 31 mars 2016 et 31 mars 2017. La prochaine échéance de remboursement prévue est de 10,6M€ en mars 2018.

Deux avenants ont été signé le 31 mars 2015 et le 22 janvier 2016, à la demande du Groupe, afin d'aménager certaines dispositions (grille de marge notamment dans l'avenant n°1, ratios à respecter dans l'avenant n°2).

Par ailleurs, le Groupe a mis en place des lignes bilatérales avec des établissements financiers pour un montant de 95 M€.

Taux d'intérêt

Les montants tirés sur ces lignes de crédit portent intérêt au taux EURIBOR augmenté d'une marge ajustée périodiquement sur la base du ratio des dettes financières nettes consolidées sur l'excédent brut d'exploitation consolidé.

Obligations de remboursement anticipé – Cas de défaut

Le Contrat de Crédits prévoit la possibilité pour les prêteurs, si une majorité le demande, d'exiger le remboursement anticipé de l'intégralité des sommes dues en cas de survenance de certains cas de défauts usuels, notamment si un événement affecte défavorablement et de manière significative l'activité ou la situation financière du Groupe Derichebourg ou la capacité de Derichebourg à servir sa dette.

Un changement de contrôle ou un retrait de cote de l'action Derichebourg constituerait un cas de remboursement anticipé obligatoire.

Par ailleurs, le Contrat de Crédits prévoit une obligation de remboursement anticipé partiel des sommes dues en cas d'augmentation de capital, en cas d'émission de titres donnant accès au capital ou de titres de créances. Le remboursement anticipé des sommes dues devra intervenir pour un montant égal à 50% du produit de l'augmentation de capital libérée en numéraire net des frais d'augmentation de capital ou, selon le cas, pour un montant égal au produit de l'émission de titres donnant accès au capital ou de titres de créances ou du montant du crédit désintermédié, si l'échéance de cette émission est postérieure à la date de remboursement du crédit, 100% dans les autres cas.

De même, le remboursement anticipé partiel des sommes dues devra intervenir en cas de cession d'actifs à hauteur du produit net de cessions d'actifs.

Enfin, un remboursement anticipé partiel des sommes dues devra intervenir en cas de perception d'indemnités d'assurance à la suite de sinistres à hauteur du montant des indemnités d'assurance excédant la franchise de 5 millions d'euros diminué le cas échéant des sommes réinvesties.

Clauses restrictives (« covenants »)

Le Contrat de Crédits comporte également des clauses restrictives limitant la capacité des sociétés du Groupe (sauf accord des prêteurs) à, notamment :

- contracter des dettes supplémentaires ;
- consentir des sûretés et des garanties ;
- s'engager dans des opérations de fusions, de scissions ou de restructurations ;
- ne pas conclure avec un tiers extérieur au Groupe un accord quelconque de joint-venture ou d'association d'entreprise au sens large ;
- s'engager dans certaines opérations de croissance externe ;
- procéder à des investissements excédant au cours d'un exercice social donné des montants fixés au Contrat ;
- procéder à des cessions d'actifs ou de participations, sauf celles autorisées par les contrats ;
- procéder avec certaines exceptions au remboursement et/ou à la réduction de leur capital social.

Le Contrat de Crédits comporte par ailleurs des engagements prévoyant la souscription et le maintien de polices d'assurances conformes aux pratiques généralement admises dans le domaine d'activité des sociétés du Groupe Derichebourg. De même, le Contrat comporte un engagement concernant la mise en place d'instruments de couverture de taux pour au moins 50% du montant tiré sur le prêt amortissable.

Postérieurement au 31 mars 2017, Derichebourg SA (l'Emprunteur) a conclu un avenant n°3 avec les Prêteurs, dont les principales caractéristiques sont :

- allongement de 3 ans de la maturité des crédits, soit jusqu'au 31 mars 2022 (amortissement en 5 annuités de 10,6 M€ du solde de 53 M€ de Prêt Refinancement, et disponibilité jusqu'au 31 mars 2022 du Crédit Revolving de 100 M€)
- Assouplissement d'un certain nombre de clauses contractuelles, destiné notamment à faciliter le développement du groupe

4.11.1.6. CONTRAT D'AFFACTURAGE

Le Groupe Derichebourg a conclu à effet au 1^{er} janvier 2015 un contrat d'affacturage à vocation sans recours (ligne autorisée de 240 M€, portée à 270 M€ en mars 2017), qui concerne les entités françaises, belges et allemandes des activités Services à l'Environnement et Services aux Entreprises. Ce contrat est d'une durée confirmée de deux ans. Il a été renouvelé en avril 2016 pour une durée de deux ans à compter de janvier 2017.

Les créances éligibles correspondent à des livraisons effectuées ou des prestations de services rendues auprès de clients privés ou de clients publics français.

Lors de chaque cession de créances, les créances entrant dans l'enveloppe de l'agrément de l'assureur-crédit (sous déduction des créances préalablement cédées sans recours et non encore payées) sont cédées sans recours. Les autres créances sont cédées avec recours. Les créances conservent leur statut (cédées avec ou sans recours) initial jusqu'à leur paiement.

Le factor est co-assuré avec le Groupe auprès des 2 assureurs-crédit. Le versement des éventuelles indemnités d'assurance-crédit lui est délégué.

Les intérêts sont précomptés lors de la cession de la créance sur la base d'un délai moyen de règlement conventionnel. Le risque de retard de paiement est transféré au factor.

Le taux de dilution (avoirs, remises) est faible.

Le montant des créances décomptabilisées au titre des contrats d'affacturage s'élève à 249 M€ au 31 mars 2017.

Le Groupe décomptabilise 95% des créances sans recours du fait de la quotité résiduelle non garantie de 5%.

4.11.2. POSITION FINANCIERE NETTE

En M€	31-03-2017	30-09-2016
Dettes financières	244,8	267,0
Trésorerie active	90,1	41,9
Total endettement net	154,7	225,1

4.11.3. RISQUE DE LIQUIDITE

Le Groupe gère le risque d'être à court de trésorerie en utilisant un outil de gestion des liquidités récurrentes. Cet outil tient compte de la maturité à la fois des investissements financiers et des actifs financiers (par exemple créances clients, autres actifs financiers) et des estimations de flux de trésorerie futurs liés aux activités opérationnelles.

Les principales sources de financement du Groupe sont :

- un contrat de crédits de 232,5 M€ mis en place en mars 2014 dont l'encours autorisé est de 153 M€ au 31 mars 2017
- un contrat d'affacturage à vocation sans recours entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015, d'une capacité de tirage de 270 M€ (en fonction des créances disponibles). Le montant des créances que le Groupe est susceptible de décomptabiliser dépend donc du montant de créances disponibles et des agréments délivrés par les assureurs-crédit. Toute variation à la baisse d'un de ces montants peut conduire à une augmentation de l'endettement affiché par le Groupe.
- des crédits à moyen terme pour un montant de 19 M€ utilisés à hauteur de 19 M€
- des contrats de crédit-bail, amortissables et à taux fixe, dont l'encours au 31 mars 2017 est de 76 M€.
- des lignes bilatérales, confirmées ou non, pour un montant cumulé de 95 M€.

Ratios Financiers

Le Contrat de Crédits prévoit que le Groupe doit maintenir les ratios financiers suivants :

- le ratio de levier annuel, c'est-à-dire le rapport (a) dettes financières nettes consolidées sur (b) excédent brut d'exploitation consolidé, à chaque date de calcul et pour la période de 12 mois glissants se terminant à chaque date de calcul considérée, doit être inférieur à celui figurant dans le tableau ci-dessous à la date de calcul considérée :

Aux dates d'arrêté des comptes, le Groupe doit respecter les ratios suivants :

Date de calcul	Ratio de levier inférieur
le 31 mars 2016 et le 31 mars et le 30 septembre de chaque année au-delà de cette date	2,75

Au 31 mars 2017, le ratio de levier est de 0,92.

A compter du 30 septembre 2017, le ratio maximal à respecter est porté à 3.

- le ratio de couverture du service de la dette, c'est-à-dire le rapport (a) excédent brut d'exploitation consolidé sur (b) frais financiers nets consolidés, à chaque date de calcul et pour la période de 12 mois glissants se terminant à chaque date de calcul considérée, doit être supérieur à 5.

Au 31 mars 2017, le ratio de couverture est de 9,70.

Le Groupe respecte ses covenants financiers au 31 mars 2017.

Compte tenu de la marge de liquidité existant au 31 mars 2017 de 275,5 M€, et sur la base de ses prévisions d'activité et d'investissements, le Groupe estime qu'il dispose de lignes financières suffisantes pour lui permettre de faire face à ses échéances au cours des 12 prochains mois à compter de la date d'examen des comptes semestriels par le Conseil d'Administration.

4.12. INSTRUMENTS FINANCIERS

Le Groupe utilise certains instruments financiers pour réduire les risques de taux d'intérêts, les risques de change résultant de son activité commerciale ainsi que le risque sur les cours des matières premières.

4.12.1. VALEUR DE MARCHE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Afin de déterminer la juste valeur des instruments financiers, le Groupe utilise la hiérarchie de juste valeur suivante selon les méthodes de valorisation :

Niveau 1 : prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques,
Niveau 2 : données autres que des prix cotés visés au Niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement ou indirectement,
Niveau 3 : méthodes qui utilisent des données ayant un impact significatif sur la juste valeur comptabilisée qui ne sont pas basées sur des données observables de marché.

Au 31 mars 2017, tous les actifs et passifs financiers du Groupe évalués à leur juste valeur sont classés en Niveau 2.

Au cours du 1^{er} semestre de l'exercice 2017, il n'y a pas eu de transfert entre le Niveau 1 et le Niveau 2 de la hiérarchie de juste valeur, ni de transfert vers ou depuis le Niveau 3.

En M€	31-03-17	30-09-16
Actifs en juste valeur par résultat		
- Instruments dérivés actifs	0,0	0,0
Actifs en juste valeur par capitaux propres		
- Instruments dérivés actifs	0,1	0,0
Prêts et créances		
- Prêts non courants	0,0	0,0
- Dépôts et cautionnements non courants	8,3	6,9
- Autres actifs financiers non courants	0,0	0,0
- Créances clients courantes	271,1	226,4
- Prêts courants	0,3	0,9
- Dépôts et cautionnements courants	15,4	12,9
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	90,2	41,9
Placements détenus jusqu'à l'échéance		
Aucun		
Actifs disponibles à la vente		
- Titres de participation	3,8	4,1
Passifs en juste valeur par résultat		
- Instruments dérivés passif	3,3	2,8
Passifs en juste valeur par capitaux propres		
- Instruments dérivés passif	1,9	3,5
Autres passifs		
- Crédit syndiqué	53,0	97,7
- Autres dettes financières non courantes	61,0	72,3
- Dettes fournisseurs	289,8	216,4
- Autres passifs financiers courants	0,5	0,5
- Crédits à court terme & concours bancaires	130,3	96,5

4.12.2. VALEUR DE MARCHES DES INSTRUMENTS FINANCIERS

En M€		31-03-17		30-09-16	
		Actif	Passif	Actif	Passif
Dérivés sur risque de taux d'intérêt	Couverture de flux futurs		5,2		6,4
Dérivés sur risque de change	Couverture de flux futurs	0,1	0,0	0,0	0,0
Montant des dérivés au bilan consolidé		0,1	5,2	0,0	6,4

4.12.3. RISQUES DE TAUX D'INTERET

En fonction de l'évolution attendue des taux d'intérêts et de la contrainte de couverture inscrite dans le contrat syndiqué, le Groupe détermine des objectifs de répartition entre endettement à taux fixe et endettement à taux variable. Au 31 mars 2017, 60% de la dette a été souscrite à taux variable.

Le Groupe utilise plusieurs types d'instruments de gestion du risque de taux pour optimiser ses charges financières et gérer la répartition de sa dette entre dette à taux variable et dette à taux fixe. L'endettement financier du Groupe à taux variable est totalement couvert. Une variation de 1 % du taux Euribor trois mois serait sans impact sur les états financiers du Groupe.

Répartition de la dette entre taux fixe et taux variable

en M€	31-03-17			30-09-16		
	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total
Passifs financiers	98,7	136,5	235,2	94,2	148,0	242,2
Concours bancaires courants		9,6	9,6		24,8	24,8
Total dette financière	98,7	146,1	244,8	94,2	172,8	267,0
%	40%	60%	100%	35%	65%	100%

Position financière nette après couverture

En M€	31-03-17			30-09-16		
	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	Au-delà	A moins d'un an	de 1 à 5 ans	Au-delà
Passifs financiers	141,4	94,5	8,8	123,5	136,2	7,3
Actifs financiers	(105,8)	(8,3)		(55,7)	(6,9)	
Position nette avant gestion swap	35,7	86,2	8,8	67,8	129,3	7,3
		(286,0)			(270,0)	
Position nette après gestion	35,7	(199,8)	8,8	67,8	(140,7)	7,3

Instruments dérivés de taux par échéance

En M€	Taux initial	A moins d'un			à plus de 5 ans	
		an	de 1 à 2 ans	de 2 à 5 ans		
Swap taux variable -> taux fixe :						
SWAP EUR	0,66%			20,0		
SWAP EUR	0,96%			50,0		
SWAP EUR	0,95%			16,0		
SWAP EUR	0,97%			25,0		
SWAP EUR	0,98%			25,0		
SWAP EUR	0,55%				50,0	
COLLAR	0,47-1,25%		100,0			
Total valeurs nominales EUR			0,0	100,0	136,0	50,0

4.12.4. RISQUE DE CHANGE

De façon générale, les revenus du Groupe sont générés dans la même monnaie que celle des coûts correspondants. En conséquence, l'exposition du Groupe au risque de change est faible et le montant des opérations commerciales réalisées dans une monnaie autre que la monnaie locale, essentiellement des exportations depuis la France libellées en dollars, sont couvertes généralement par des opérations de ventes à terme. L'évolution de l'euro par rapport au dollar américain affecte cependant la traduction en euros du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation de l'activité Services à l'Environnement.

Pour couvrir son exposition au risque de change, le Groupe utilise des contrats de change à terme.

en millions de devises	USD	CAD
Achats à terme		2,5
Ventes à terme	26,9	0,9

Créances clients, créances d'impôts et autres actifs courants par devise

En M devise	Créances au 31-03-17			Créances au 30-09-16		
	Devise locale	Euro	%	Devise locale	Euro	%
CAD	1,9	1,3	0%	1,9	1,3	0%
EUR	347,8	347,8	91%	288,5	288,9	90%
GBP	0,1	0,1	0%	0,1	0,1	0%
MAD	153,0	14,3	4%	113,3	10,4	3%
MXN	66,5	3,3	1%	74,8	3,4	1%
USD	16,1	15,0	4%	18,3	16,4	5%
TOTAL		381,8	100%		320,6	100%

Dettes fournisseurs, dettes d'impôts et autres passifs courants

En M devise	Dettes au 31-03-17			Dettes au 30-09-16		
	Devise locale	Euro	%	Devise locale	Euro	%
CAD	0,8	0,6	0%	0,8	0,6	0%
EUR	552,8	552,8	97%	459,1	459,1	97%
GBP	0,0	0,0	0%	0,0	0,0	0%
MAD	102,9	9,6	3%	82,5	7,6	2%
MXN	25,0	1,2	0%	36,8	1,7	0%
USD	5,1	4,8	1%	7,5	6,7	1%
TOTAL		569,0	101%		475,7	100%

Le tableau suivant présente la sensibilité du résultat avant impôt avant et après gestion du risque, à une variation raisonnable du taux de change du dollar américain toutes autres variables étant constantes par ailleurs.

En M€		31-03-17		30-09-16	
		Avant gestion	Après gestion	Avant gestion	Après gestion
CAD	+5%	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)
	-5%	0,0	0,0	0,0	0,0
USD	+5%	(0,8)	0,3	(0,7)	0,0
	-5%	0,8	(0,4)	0,7	(0,0)
TOTAL	+5%	(0,8)	0,3	(0,7)	(0,0)
	-5%	0,9	(0,4)	0,8	0,0

4.12.5. RISQUE DE CREDIT OU DE CONTREPARTIE

Les opérations financières (emprunts, couvertures de change, taux, matières premières) sont réalisées avec des établissements de premier rang, dans un souci de répartition des risques.

Concernant le risque de contrepartie sur les créances clients, les clients des activités de Services à l'Environnement et Services aux Entreprises font systématiquement l'objet d'une demande d'agrément auprès d'un assureur crédit, tant pour les créances domestiques qu'export ou à l'étranger (quotité assurée de 95 %). Il peut néanmoins arriver que ces demandes d'agrément soient refusées par l'assureur crédit, pour des raisons résultant de son analyse de la solvabilité des clients. Le risque Client fait l'objet d'une comparaison très régulière avec agréments de l'assureur crédit.

Les divisions ont mis par ailleurs en place depuis plusieurs années une politique très stricte de suivi des encours client et de relance systématique des encours arrivés à échéance.

L'activité Services aux Entreprises travaille avec un nombre très important de clients qui constituent un panel représentatif de l'économie française. À ce titre, son risque de défaut de paiement est représentatif du risque de défaillance de l'économie en général, sans qu'une défaillance unitaire soit susceptible de remettre en cause la pérennité du Groupe.

Balance âgée des créances clients (valeurs brutes hors créances douteuses)

En M€	Encours total 31-03-17	Non échu	< 1 mois	< 4 mois	> 4 mois
SERVICES A L'ENVIRONNEMENT	177,1	115,8	41,6	9,8	9,9
SERVICES AUX ENTREPRISES	94,0	47,6	25,2	17,0	4,2
HOLDING	0,9	0,6	0,0	0,2	0,1

Malgré l'environnement perturbé, le Groupe n'a pas observé à ce stade de détérioration significative des délais de paiement et le montant des pertes irrécouvrables représente 0,05 million d'euros. Par

ailleurs, le Groupe considère que les créances saines ne représentent pas de risque particulier hormis certaines créances âgées de plus de 4 mois.

4.12.6. RISQUE DE MATIERES PREMIERES

Dans le cadre courant de ses activités, le Groupe prend peu d'engagements de livraison (achat ou vente) de quantités de métaux ferreux ou non ferreux à terme, et les contrats ne contiennent en général pas d'engagement ferme sur les prix au-delà d'un mois. En fonction de l'évolution des cours des métaux, il peut se produire que le Groupe doive acheter ou vendre des quantités de métaux pour honorer ces contrats à un prix moins favorable que celui connu lors de la conclusion des contrats. Toutefois, la pratique du Groupe est la conclusion de contrats de vente au fur et à mesure des achats. Trois sociétés spécialisées, l'une dans l'affinage d'aluminium (REFINAL), deux autres dans la commercialisation de métaux non ferreux (INOREC et COFRAMETAL), peuvent prendre des engagements à l'achat ou à la vente, en anticipant la contrepartie physique. En conséquence, elles ont recours dans cette hypothèse à des couvertures sur le LME (très ponctuellement, d'autres sociétés du Groupe peuvent y recourir).

De même, le groupe peut être amené à vendre ses stocks de marchandises métalliques transformées à ses clients à un prix moins élevé que celui auquel il les a achetées, en cas de baisse des prix de marché pour ces marchandises entre le moment de l'achat et celui de la vente. Pour limiter ce risque, qui ne peut être cependant complètement annulé, le groupe s'efforce de limiter ses stocks de métaux ferreux et non-ferreux.

4.13. PROVISIONS NON COURANTES ET PROVISIONS POUR ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

4.13.1. VARIATION DES PROVISIONS NON COURANTES

En M€	Valeur au 30-09-16	Dotations	Reprises		Ecart de change	Variations de périmètre (1)	Autres variations	Valeur au 31-03-17
			Reprises utilisées	non utilisées				
Provisions pour litiges prud'hommaux	5,0	1,0	(0,8)	(0,1)			0,3	5,3
Provisions pour autres litiges	3,5	1,9	0,4				0,2	6,0
Provisions pour litiges URSSAF	3,1	1,0						4,1
Provisions pour garantie	0,1		(0,0)					0,1
Provisions pour médailles du travail	1,7					0,1		1,7
Provisions pour restructuration	0,3							0,3
Provisions environnementales	7,8	0,6	(0,1)		0,0	0,1		8,4
Autres provisions non courantes	1,2	0,6	(0,7)		0,0		0,1	1,2
Total	22,8	5,1	(1,3)	(0,1)	0,0	0,2	0,5	27,2

(1) voir note 3.1 Entrées de périmètre

4.13.2. PROVISIONS POUR ENGAGEMENT ENVERS LE PERSONNEL

En M€	30-09-16	Dotations	Reprises		Ecart de change	Variations de périmètre (1)	Eléments du résultat global	31-03-17
			Reprises utilisées	non utilisées				
Engagement envers le personnel	45,5	2,6	(0,9)			2,5	(2,0)	47,7

(1) voir note 3.1 Entrées de périmètre

4.14. PROVISIONS COURANTES

En M€	Valeur au 30-09-16	Dotations	Reprises		Ecart de change	Variations de périmètre	Autres variations	Valeur au 31-03-17
			Reprises utilisées	non utilisées				
Provisions pour litiges	6,0	0,7	(0,2)	(0,0)			(0,5)	6,0
Provisions pour restructuration	1,6	0,1	(0,5)				(0,0)	1,1
Provisions pour pertes à terminaison sur contrats								
Provisions pour impôts	0,0		(0,0)					
Provisions environnementales	0,1							0,1
Autres provisions	0,1	0,0	(0,3)		(0,0)	0,3	(0,0)	0,1
Total	7,8	0,8	(1,1)	(0,2)	(0,0)	0,6	(0,5)	7,4

4.15. AUTRES PASSIFS COURANTS

En M€	31-03-17	30-09-16
Fournisseurs	289,8	216,9
Dettes d'impôt	7,0	7,9
Etat et dettes sociales	222,8	210,4
Avances et acomptes reçus sur commandes	30,2	21,2
Comptes courants créditeurs	2,1	2,1
Dettes diverses	6,2	8,2
Produits constatés d'avance	11,8	9,0
Autres passifs courants	273,2	250,9

4.16. AUTRES PASSIFS NON COURANTS

En M€	31-03-17	30-09-16
Fournisseurs		
Produits constatés d'avance	1,1	1,1
Autres passifs non courants	1,1	1,1

4.17. INFORMATIONS SECTORIELLES

Le Groupe a retenu les secteurs d'activité comme découpage sectoriel.

4.17.1. PAR SECTEUR D'ACTIVITE

4.17.1.1. CHIFFRES D'AFFAIRES

En M€	2017 - 6 mois	2016 - 6 mois	Variation en %
Services à l'Environnement	949,4	645,7	47,0%
Services aux Entreprises	390,6	363,8	7,4%
Holding	0,3	0,5	(40,0%)
Total	1 340,3	1 010,0	32,7%

4.17.1.2. ELEMENTS DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En M€	Services à l'Environnement	Services aux Entreprises	Holding	Eliminations intersecteur	Total au 31 mars
2017					
Chiffres d'affaires externe	951,1	396,6	15,1	(22,6)	1 340,3
Chiffres d'affaires intersecteur	(1,8)	(5,9)	(14,9)	22,6	0,0
Chiffres d'affaires	949,4	390,6	0,3	0,0	1 340,3
Résultat opérationnel courant	50,4	7,4	(4,9)		53,0
Résultat opérationnel	48,0	7,4	(2,9)		52,6
Part du résultat net des mises en équivalence	(0,4)	0,0	0,0		(0,4)
2016					
Chiffres d'affaires externe	647,0	369,2	14,8	(21,0)	1 010,0
Chiffres d'affaires intersecteur	(1,3)	(5,4)	(14,3)	21,0	0,0
Chiffres d'affaires	645,7	363,8	0,5	0,0	1 010,0
Résultat opérationnel courant	6,1	5,2	(2,4)		8,9
Résultat opérationnel	6,5	5,2	(2,4)		9,3
Part du résultat net des mises en équivalence	0,5	0,0	0,0		0,5

4.17.1.3. AUTRES INFORMATIONS SECTORIELLES

En M€	Services à l'Environnement	Services aux Entreprises	Holding	Eliminations intersecteur	Total au 31 mars
2017					
Total bilan actif (courant et non courant)	984,4	453,0	321,2	(458,3)	1 300,3
Total bilan passif (courant et non courant hors capitaux propres) des activités poursuivies	725,1	299,5	344,1	(458,3)	910,4
Passifs liés à des actifs en cours de cession	0,0	0,0	6,2	0,0	6,2
Total bilan passif (courant et non courant hors capitaux propres)	725,1	299,5	350,3	(458,3)	916,6
Flux au 31 mars 2017					
Investissements corporels et incorporels	33,7	5,5	0,8		40,0
Amortissements corporels et incorporels	(33,0)	(5,1)	(1,1)		(39,1)
Perte de valeur	(4,5)	0,0	0,0		(4,5)
2016					
Total bilan actif (courant et non courant) des activités poursuivies	855,0	450,2	306,7	(411,1)	1 200,9
Actifs liés à des actifs liés en cours de cession	2,9	0,0	0,0	0,0	2,9
Total bilan passif (courant et non courant hors capitaux propres) des activités poursuivies	618,7	285,7	351,9	(411,1)	845,2
Passifs liés à des actifs en cours de cession	1,8	0,0	6,2	0,0	8,0
Total bilan passif (courant et non courant hors capitaux propres)	620,5	285,7	358,1	(411,1)	853,2
Flux au 31 mars 2016					
Investissements corporels et incorporels	31,7	6,7	0,4		38,7
Amortissements corporels et incorporels	(30,7)	(4,7)	(1,1)		(36,5)

4.17.2. PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

En M€	Continent Européen	France	Continent Américain	Continent Africain	Total au 31 mars
2017					
Chiffre d'affaires (origine des ventes)	189,8	1 063,8	74,2	12,5	1 340,3
Investissements corporels et incorporels	4,9	27,7	5,8	1,5	40,0
Amortissements corporels et incorporels	(6,2)	(27,4)	(4,1)	(1,4)	(39,1)
Total immobilisations corporelles nettes	70,1	305,5	48,6	6,2	430,5
2016					
Chiffre d'affaires (origine des ventes)	162,1	793,7	46,6	7,6	1 010,0
Investissements corporels et incorporels	3,3	30,9	3,9	0,6	38,7
Amortissements corporels et incorporels	(6,6)	(23,9)	(4,9)	(1,1)	(36,5)

4.18. DOTATIONS AUX PROVISIONS

En M€	2017 6 mois	2016 6 mois
Dotations actif circulant	1,2	0,4
Dotations provisions pour risques et charges	6,4	1,1
Total	7,6	1,5

4.19. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

En M€	2017 6 mois	2016 6 mois
Produits de cession d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾	13,8	3,2
Production immobilisée	0,4	0,1
Reprises de provisions sur immobilisations corporelles	0,1	0,2
Reprises de provisions sur actifs circulants ⁽²⁾	3,4	1,7
Reprises de provisions pour risques et charges	2,5	4,1
Transferts de charges exploitation	1,4	1,6
Subventions d'exploitation et d'investissement	0,5	1,4
Divers	2,5	0,5
Total autres produits d'exploitation	24,6	12,7
VNC des immobilisations cédées ⁽¹⁾	(12,7)	(2,8)
Pertes sur créances irrécouvrables et abandons de créances ⁽²⁾	(3,2)	(0,0)
Redevances	(2,6)	(2,3)
Jetons de présence versés	(0,1)	(0,1)
Divers	(2,7)	(1,7)
Total autres charges d'exploitation	(21,3)	(6,8)

(1) Les produits de cession d'immobilisation corporelles et VNC des immobilisations cédées sont principalement relatifs à la cession d'un actif immobilier.

(2) Dont 3 M€ de pertes sur créances irrécouvrables et de reprises de provisions pour dépréciations des créances clients de la filiale AEP Multiservizi Spa (cf Note 4.7)

4.20. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS ET RESULTAT DE CESSION DE PARTICIPATIONS CONSOLIDEES

Autres produits et charges opérationnels

	2017 6 mois	2016 6 mois
Dépréciation d'écarts d'acquisition dans les Services à l'Environnement aux collectivités italiennes et autres	(4,5)	
		(1,4) France - Coût d'adaptation au nouvel environnement économique
Total autres charges opérationnelles	(4,5)	(1,4)
Badwill provisoire Martin Recycling	2,4	
Belgique - Evolution des litiges environnementaux		1,7
Total autres produits opérationnels	2,4	1,7

Résultat de cession de participations consolidées

En M€

REI	2,7
Résultat de cession de filiales consolidées	2,7
NUOVA PRIMARIA	(0,6)
MATTEC	(0,4)
Résultat de sorties de périmètre de consolidation	(1,0)
TOTAL RESULTAT DE CESSION DE PARTICIPATIONS CONSOLIDEES	1,7

4.21. FRAIS FINANCIERS NETS

Les frais financiers nets pour une meilleure appréciation du coût de la dette sont calculés en rapprochant les frais financiers payés avec les produits financiers perçus au titre des placements réalisés et en prenant en compte l'incidence des couvertures de taux.

Tous les éléments n'entrant pas dans cette définition font l'objet si nécessaire d'une ligne spécifique.

En M€	2017 6 mois	2016 6 mois
Intérêts des emprunts, des découverts bancaires, de l'affacturage	(4,4)	(4,4)
Intérêts des comptes courants	(0,0)	0,0
Intérêts leasing	(1,0)	(1,1)
Dividendes	0,1	0,2
Revenus des VMP et équivalents de trésorerie	0,1	(0,1)
Couverture de taux et autres charges et produits financiers	(1,7)	(1,9)
Frais financiers nets	(6,9)	(7,3)
Gains et pertes de change	(0,1)	(0,3)
Charges d'intérêts sur retraites et pensions	(0,2)	(0,2)
Autres	(0,4)	0,2
Gains et pertes de change et autres	(0,7)	(0,3)

4.22. IMPOTS SUR LES RESULTATS

4.22.1. PAR NATURE

En M€	2017 - 6 mois	2016 - 6 mois
Résultat des sociétés intégrées avant impôt	44,9	1,7
Impôt courant	(8,9)	(2,0)
Impôt différé	(5,3)	1,2
Charge totale d'impôt	(14,2)	(0,8)
Taux effectif d'imposition	(31,68%)	(44,04%)

La loi de finances 2017 engendre une baisse progressive du taux normal de l'impôt sur les sociétés de 34,43 % pour parvenir à 28,92 % en 2020 y compris la contribution additionnelle.

La charge d'impôt nette du Groupe tient compte de cette baisse, par l'application d'une taxation de 28,92 % pour les éléments dont l'imposition est à échéance 2020 et au-delà.

4.22.2. CHARGE EFFECTIVE D'IMPOTS

	2017 - 6 mois	2016 - 6 mois
Charge ou produit d'impôt théorique	(15,5)	(0,3)
Effet des reports variables	(2,8)	(4,2)
Reconnaissance/Limitation des impôts différés actifs	(0,5)	4,2
Différences permanentes fiscales	4,6	(0,6)
Différences permanentes liées aux retraitements de consolidation	(0,2)	(0,2)
Différences de taux d'impôt sur sociétés étrangères	0,2	0,3
Produit d'impôt effectif	(14,2)	(0,8)

La charge effective d'impôt du Groupe est déterminé sur la base du résultat des activités poursuivies avant impôts, retraité de la quote-part dans les résultats des entreprises associées.

Pour les comptes semestriels 2017, la réconciliation de la charge effective d'impôt du Groupe a été effectuée sur la base d'un taux d'imposition de 34,43%.

4.22.3. INTEGRATION FISCALE

Le Groupe DERICHEBOURG a opté en France pour le régime d'intégration fiscale qui permet de compenser les résultats fiscaux des filiales françaises détenues directement ou indirectement à 95%. Les sociétés consolidées concernées par ce régime ont signé une convention relative aux modalités d'application de l'intégration fiscale, en conformité avec les règles fixées par l'administration fiscale.

L'économie d'impôt réalisée par le Groupe intégré DERICHEBOURG s'élève à 7,5 M€.

4.22.4. ANALYSE DES ACTIFS ET PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES

En M€	31-03-17	30-09-16
Activation de déficits	13,0	23,2
Différences temporelles	3,6	3,1
Retraitement provisions réglementées	(5,2)	(6,4)
Avantages sociaux	11,5	12,4
Location financement	(1,2)	(1,5)
Elimination de résultats internes	2,5	3,4
Ecart d'évaluation	(5,1)	(11,8)
Retraitements IFRS	1,4	1,3
Autres natures	4,5	3,2
Impôts différés nets	25,0	27,0
dont		
Impôts différés actifs	38,3	45,8
Impôts différés passifs	13,3	18,8
Impôts différés nets	25,0	27,0

Le Groupe dispose de déficits fiscaux générés, principalement en France, pour un montant de 46,5 M€. Ces déficits sont indéfiniment reportables sur les bénéfices fiscaux futurs des sociétés les ayant générés étant entendu que la loi de finances rectificative pour 2011 a modifié les modalités d'imputation de ces déficits qui au-delà d'une franchise de 1 M€ ne peuvent plus être imputés qu'à hauteur de 50% du résultat taxable. Les actifs d'impôts différés au titre de ces déficits ont été reconnus à hauteur de 16 M€, car le Groupe a considéré qu'il disposera dans un horizon de 3 ans de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées.

4.23. ACTIVITES ARRETEES OU EN COURS DE CESSION

Compte de résultat reclassé en activité en cours de cession

En millions d'euros

Activités de construction et de maintenance de grues	2017 6 mois	2016 6 mois
Chiffre d'affaires	-	1,2
Résultat opérationnel courant	-	(0,9)
Résultat opérationnel	-	(0,9)
Résultat avant impôt	-	(1,0)
Résultat après impôt	-	(1,0)

Actifs et passifs reclassés en actifs destinés à être cédés

Activités de construction et de maintenance de grues	2016
Immobilisations incorporelles	(0,1)
Immobilisations corporelles	1,4
Total Actifs non courants	1,2
Stocks et en-cours	(1,5)
Créances clients	(1,0)
Autres actifs courants	(1,6)
Total Actifs courants	(4,1)
Total Actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés	2,9
Engagements envers le personnel	(0,3)
Total Passifs non courants	(0,3)
Dettes fournisseurs	(0,6)
Autres passifs courants	(0,9)
Total Passifs courants	(1,5)
Total Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés	1,8

4.24. RESULTAT PAR ACTION

		2017 - 6 mois	2016 - 6 mois
Résultat net revenant aux actionnaires de la société (en M€)	(A)	30,3	0,2
Résultat net d'impôt part du groupe des activités arrêtées ou en cours de cession (en M€)	(B)	(0,2)	(0,3)
Résultat Net Part du Groupe après neutralisation des activités arrêtées ou cédées (en M€)	(C)	30,5	0,4
Impact sur le résultat de la dilution (1)	(D)	0,0	0,4
Résultat après dilution	(E)	30,5	0,8
Nombre d'actions ordinaires à la clôture de l'exercice		163 878 780	168 082 030
Titres d'autocontrôle		8 976 819	11 709 103
Nombre d'actions ordinaires à la clôture de l'exercice diminué des titres d'autocontrôle		154 901 961	156 372 927
Nombre moyen pondéré des actions ordinaires à la clôture de l'exercice diminué des titres	(F)	165 279 863	156 372 927
ABSA (2)			3 583 616
Nombre d'actions ordinaires à la clôture de l'exercice après dilution diminué des titres d'autocontrôle	(G)	154 901 961	159 956 543
Résultat de base par action (en €) (hors activités arrêtées)	(C)/(F)	0,2	0,0
Résultat de base par action après dilution (en €)	(E)/(G)	0,2	0,0
Résultat par action après résultat des activités arrêtées ou cédées	(A)/(F)	0,2	0,0
Résultat par action après résultat des activités arrêtées ou cédées après dilution	(A+D)/(G)	0,2	0,0

(1) Taux utilisé 5%

(2) Il n'existe plus de BSA au 31 mars 2017

4.25. ENGAGEMENTS

4.25.1. DETAIL DES ENGAGEMENTS DONNES

Détail des engagements hors bilan

En M€	Cautions	Garanties	Total au 31-03-17	Total au 30-09-16
Loyer	0,4		0,4	0,6
Institutions financières - Prêts		0,0	0,0	1,3
Institutions financières - Crédits court terme		0,0	0,0	2,2
Institutions financières - Marchés	(1)	10,7	37,1	49,8
Engagements environnementaux		1,1	1,2	0,1
Travail Temporaire	(2)	14,5	14,5	14,5
Engagements fiscaux		0,6	0,6	0,6
Divers		1,8	1,8	1,7
Total	29,1	37,2	66,3	70,8

(1) Cautions données par la maison mère à l'organisme financier délivrant la garantie légale pour l'activité de Travail temporaire.

(2) Cautions données conformément au cahier des charges de certains marchés.

Etat des nantissements

Les sûretés consenties en garantie du remboursement du crédit syndiqué 2014 sont les suivantes :

- nantissement portant sur 67% des actions de la société Derichebourg Environnement,
- nantissement portant sur 67% des actions de la société Derichebourg Multiservices.

4.25.2. DETAIL DES ENGAGEMENTS RECUS

- Lignes de crédit confirmées non utilisées au 31 mars 2017
 - Concours bilatéraux Allemagne : 14,7 M€
 - Concours bilatéraux Belgique : 9,5 M€
 - Concours bilatéraux Canada : 0,5 M€
 - Crédit revolving (crédit syndiqué) : 100 M€
- Cautions de retenue de garanties sur opérations de marché : 2.2 M€
- Garantie émise par la société Cordofin pour 15 M€ relative au projet d'acquisition abandonnée en Italie

4.25.3. ENGAGEMENTS CROISES

Existence d'options croisées avec période d'exercice en 2018 concernant l'acquisition d'un actif immobilier en région parisienne pour une valeur de 3,5 M€.

4.25.4. RISQUES LIES A LA CESSIION DE SERVISAIR

Derichebourg a cédé Servisair à Swissport France Holding le 23 décembre 2013. Le contrat de cession comporte des déclarations et garanties pouvant ouvrir droit à l'acquéreur à un remboursement partiel du prix de cession en cas de déclarations inexactes par le vendeur. Le groupe considère que,

la cession par PAI de Swissport à HNA, intervenue le 10 février 2016, fait perdre à Swissport le droit de demander un remboursement partiel du prix de cession de Servisair. Swissport ne partage pas cette interprétation et considère qu'il est toujours fondé de demander un remboursement partiel du prix de cession pour les claims notifiés dans les délais jusqu'en février 2016. Le groupe a assigné en septembre 2016 Swissport devant le Tribunal de Grande Instance de Paris afin de faire constater la résolution des déclarations et garanties à la date de cession., et déclarer que Swissport n'a plus droit à un remboursement partiel du prix de cession de Servisair. Dans l'hypothèse où l'action intentée par le groupe devant le Tribunal de Grande Instance ne prospérerait pas, et où les claims notifiés par l'acquéreur prospéreraient devant les tribunaux jugeant en dernier ressort (aucune procédure n'a été portée par Swissport devant les tribunaux à ce stade), le Groupe pourrait être contraint de rembourser à Swissport une part du prix de cession pour un montant maximal contractuel de 30 M€.

4.25.5. CONTRATS DE LOCATION

Le Groupe a conclu des contrats de locations sur certains équipements. Ces locations ont une durée moyenne de 3 à 5 ans.

4.25.5.1. CONTRATS DE LOCATION SIMPLES

Les loyers futurs minimaux payables au titre des contrats de location simple non résiliables sont les suivants au 31 mars 2017 :

En M€	31-03-17	31-03-16
< à 1 an	(20,0)	(15,3)
> à 1 an et < 5 ans	(35,6)	(31,5)
> à 5 ans	(14,9)	(12,8)
Total	(70,5)	(59,6)
En M€	31-03-17	31-03-16
Loyers en charge sur l'exercice	(17,9)	(14,6)
Total	(17,9)	(14,6)

4.25.5.2. CONTRATS DE LOCATION EN CREDIT-BAIL

Les loyers futurs minimaux payables au titre des contrats de location en crédit-bail sont les suivants au 31 mars 2017 :

En M€	31-03-17	31-03-16
< à 1 an	(25,2)	(24,1)
> à 1 an et < 5 ans	(48,5)	(51,4)
> à 5 ans	(5,4)	(6,5)
Total	(79,1)	(82,1)
En M€	31-03-17	31-03-16
Redevances sur l'exercice	(12,7)	(13,2)
Total	(12,7)	(13,2)

4.26. LITIGES SIGNIFICATIFS

4.26.1. ITALIE

•La filiale Derichebourg Environnement avait signé en août 2007 un protocole confidentiel réitéré en décembre 2007 portant sur l'acquisition d'une société exploitant en Italie deux centres de recyclage équipés chacun d'un puissant broyeur. Cette acquisition aurait conféré au Groupe une position de leader en Italie et permis la mise en œuvre de synergies avec l'activité déjà développée. La valeur négociée pour ces actifs était basée sur les conditions de marché prévalant en 2007 dans le recyclage. La non-réalisation des conditions suspensives, à la dernière date de réalisation, 28 décembre 2008, et l'échec des négociations complémentaires ont rendu caduque l'opération selon Derichebourg Environnement. Confrontée aux demandes de réalisation de la transaction par le vendeur, Derichebourg Environnement a entrepris une action judiciaire visant à la reconnaissance par l'autorité judiciaire de l'annulation du protocole, la restitution de l'acompte de 15 M€, et le versement d'indemnités compte tenu des nombreuses anomalies décelées.

Le 4 mars 2014, le Tribunal a rendu une première décision, partielle, défavorable au Groupe mais n'a pas statué sur les demandes de la partie adverse. L'acompte versé a été provisionné intégralement par prudence. Le Groupe a fait appel de cette décision qu'il considérait mal fondée en faits et en droit. Le 27 octobre 2016, la Cour d'Appel de Milan a rendu une seconde décision, partielle également, dans le sens où elle ne porte que sur les demandes du groupe et pas sur celles de la partie adverse. Cette seconde décision confirme la première et déboute Derichebourg Environnement de la totalité de ses demandes (remboursement de l'acompte de 15 M€ et annulation du protocole initial). Postérieurement au 31 mars 2017, Derichebourg Environnement s'est pourvue en cassation.

Le 20 Février 2017, une décision de première instance a été rendue par le Tribunal de Milan concernant les demandes de la partie adverses portant sur l'exécution de la vente, et l'octroi de dommages et intérêts. Le tribunal a débouté la partie adverse de la totalité de ses demandes, considérant que les conditions pour exécuter la vente n'étaient pas réunies, et a débouté la partie adverse de sa demande de dommages et intérêts. Postérieurement au 31 mars 2017, la partie adverse a interjeté appel de ce jugement. Derichebourg Environnement a également l'intention d'interjeter appel contre ce jugement, qui le déclare défaillant quant à l'exécution du contrat.

Dans l'hypothèse où les demandes de la partie adverse prospéreraient après épuisement des voies de recours, la justice pourrait ordonner la réalisation de la transaction, qui se solderait par l'acquisition desdits chantiers de recyclage en contrepartie d'un décaissement de 43 M€ (majoré des intérêts de retard estimés à 10 M€ environ). Le groupe dispose des lignes de financement pour réaliser cette acquisition éventuelle.

•En novembre 2013, le dirigeant (administrateur délégué) de la filiale italienne de l'activité Multiservices a été placé en détention provisoire, dans le cadre d'une enquête relative à une procédure de passation de marchés publics en Campanie. Compte tenu du blocage des opérations de la Société que son incapacité pouvait provoquer, son mandat d'administrateur délégué a été révoqué. Il a été libéré depuis. Bien que la société ne soit pas elle-même l'objet d'une action judiciaire, le groupe a décidé de tirer les conséquences de la situation de cette société, et a constaté 4 M€ de provisions à caractère non-courant au cours de l'exercice précédent. L'activité de cette filiale est en voie de réduction.

4.26.2. BELGIQUE

•Un contrôle fiscal est en cours sur la filiale belge GEORGE portant sur l'identification des fournisseurs de métaux et de ferrailles pour les exercices 2006 à 2010. L'administration fiscale estime que la société n'a pas respecté la législation en matière d'identification à la TVA des fournisseurs et a rejeté la déductibilité des factures d'achat jugées non conformes. Cela aurait pour conséquence une augmentation de l'IS de 5 M€ majoré des intérêts légaux.

La société conteste ce redressement estimant notamment que :

- la législation belge en vigueur à cette époque ne donnait aucun pouvoir légal pour identifier ces revendeurs de métaux ;
- un contrôle avait été effectué sur ces exercices-là en 2008 pendant lequel ces questions avaient été abordées sans soulever de commentaires particuliers.

La société détient la copie de la carte d'identité de la plupart des fournisseurs, procédure supérieure à l'exigence légale.

Une décision de première instance favorable à la société est intervenue le 26 novembre 2015. L'administration fiscale s'est pourvue en appel.

Aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre au 31 mars 2017. La décision d'appel est attendue au cours du second semestre de l'exercice.,

4.27. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

4.27.1. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES NON CONSOLIDEES

Le Groupe est contrôlé par CFER qui détient 52,122% des actions de la société. La société mère ultime est DBG FINANCES enregistrée en Belgique.

En M€	31-03-17	30-09-16
DBG FINANCES	0,00	0,04
Créances sur les parties liées	0,00	0,04
TBD FINANCES	0,0	1,1
Dettes sur les parties liées	0,0	1,1
TBD FINANCES	(0,9)	(2,0)
Charges opérationnelles	(0,9)	(2,0)
DBG FINANCES	(0,9)	(1,7)
SCI FONDEYRE	NS	NS
SCI DEMUYES	NS	NS
Charges d'exploitation	(0,9)	(1,7)
DBG FINANCES	0,00	0,03
Chiffre d'affaires	0,00	0,03

4.27.2. TRANSACTIONS ENTRE LE GROUPE ET SES PARTENAIRES DANS LES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE

31-03-17	En M€	Créances clients	Autres actifs courants	Dettes fournisseurs	Emprunts et dettes financières	Chiffre d'affaires	Achats consommés	Charges externes
ALSAFER		0,0		0,1		0,0	(0,4)	
ALLO CASSE AUTO		0,1			0,1	0,1		
DREYFUS				0,0			(0,0)	
EASO		0,0		0,3		0,0	(0,8)	
PLASTIC RECYCLING		0,1	1,6	0,0		0,3	(0,0)	
VALERCO		0,0		0,1		0,0		(0,2)
TOTAL		0,2	1,6	0,6	0,1	0,5	(1,3)	(0,2)

31-03-16	En M€	Créances clients	Autres actifs courants	Dettes fournisseurs	Emprunts et dettes financières	Chiffre d'affaires	Achats consommés	Charges externes
ALSAFER		0,0		0,1		0,0	(0,3)	
ALLO CASSE AUTO		0,1		0,4	0,1	0,2	(1,0)	
DREYFUS							(0,0)	
EASO		0,0		0,2		0,0	(0,7)	
PLASTIC RECYCLING		0,2	2,1			0,4		
VALERCO		0,0		0,1		0,0	(0,0)	(0,2)
TOTAL		0,3	2,1	0,8	0,1	0,6	(2,1)	(0,2)

4.28. INFORMATIONS SOCIALES

Charges de personnel par nature

En M€	2017 - 6 mois	2016 - 6 mois
Rémunération du personnel	317,0	292,3
Charges sociales	106,8	98,8
Participations	3,8	0,8
Autres charges de personnel	(11,8)	(11,1)
Total	415,8	380,8

4.29. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Néant

Derichebourg

Période du 1er octobre 2016 au 31 mars 2017

Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle

DENJEAN & ASSOCIES AUDIT

19, rue de Presbourg
75016 Paris
S.A.S. au capital de € 300.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG Audit

1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Derichebourg

Période du 1^{er} octobre 2016 au 31 mars 2017

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Derichebourg, relatifs à la période du 1^{er} octobre 2016 au 31 mars 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Paris-La Défense, le 22 mai 2017

Les Commissaires aux Comptes

DENJEAN & ASSOCIES AUDIT

ERNST & YOUNG Audit

Thierry Denjean

Gilles Rabier